

LE FIGARO
Débats et Opinions, p. 11, Mercredi 29 décembre 2004

ENVIRONNEMENT Quelles stratégies pour la communauté internationale face aux ravages du tsunami dans le sud de l'Asie ?

Vulnérabilités sans frontières

*PAR PATRICK LAGADEC **
[29 décembre 2004]

La nature ne respecte pas la trêve. La priorité est à l'action en urgence absolue. Mais il est impératif de prendre toute la mesure de ce type d'événement, et de le faire avant que les bruits de l'actualité ne viennent enfouir ce qu'il recèle d'avertissements et d'exigences nouvelles. Les tsunamis du 26 décembre 2004 sont une invitation pressante, une de plus, à faire preuve d'une créativité sans précédent en matière de gouvernance collective. La mondialisation impose des devoirs historiques dans le domaine de la sécurité globale. Il est trop tôt pour les détails, mais les grandes lignes sont déjà claires.

Le monde vient de découvrir les risques naturels d'échelle continentale à effet global. De nombreux pays sont sévèrement touchés, et pour longtemps : dans leurs populations, dans leur économie. Par le truchement des flux, réseaux et infrastructures touristiques, les répercussions sont d'emblée intercontinentales.

Cet événement, comme d'autres qui l'ont précédé, sur d'autres tableaux, exige de réinventer nos conceptions et pratiques de la sécurité. Fondamentalement, nous sommes aujourd'hui à une période de ruptures en matière de risques et de vulnérabilités collectives sur tous les fronts, qu'il s'agisse de phénomènes naturels, de santé publique, de technologie, de dynamique sociale, de géostratégie et de violence. Les boules de feu du 11 Septembre, les attaques du 11 mars à Madrid sont, certes, les plus prégnantes dans nos esprits et nos réflexions, mais elles ne doivent pas masquer le tableau dans son ensemble. Ces dernières années, nous avons dû affronter aussi bien : les tempêtes des 26-27 décembre 1999 ; la catastrophe urbaine majeure à Toulouse (21 septembre 2001) ; le phénomène du sras (2003), combinaison puissante du virus inconnu et du jet ; le black-out électrique, qui affecta le quart nord-est de l'Amérique du Nord, le 14 août 2003 ; le black-out qui, peu après, plongea toute l'Italie dans le noir ; la canicule de l'été 2003 en

Europe, avec ses 15 000 morts en France ; les alertes informatiques majeures, en croissance (aéroport de Londres, juin 2004 ; opérateurs de télécommunications).

La catastrophe, ce n'est plus l'événement local, habituel, à effet circonscrit, appelant des tactiques d'intervention bien connues. Les grands défis à relever sortent de cette épure conventionnelle et combinent : des amplitudes extrêmes, qui posent des problèmes de disproportion aux services de secours, d'assistance et d'assurance ; des complexités et des vitesses de propagation inédites, en raison de la place déterminante aujourd'hui des grands réseaux, qui conduisent à des phénomènes de résonance jusqu'alors inconnus ; des questions qui, souvent, relèvent de «l'inconcevable», et laissent nos logiques d'action décalées, l'incertitude laissant souvent la place à l'ignorance ; des écheveaux d'acteurs particulièrement vastes et embrouillés. Plus encore : tout événement désormais prend place dans des univers eux-mêmes instables, qui obligent à des logiques d'action particulièrement délicates. Le tout, bien sûr, inscrit dans le registre du médiatique marqué par l'instantanéité.

On ne saurait se décharger de tous ces défis sur les seuls services spécialisés de secours et d'entraide ; ou songer à les dissoudre dans de la «communication». Il y a là de véritables défis de gouvernance, et il est de notre responsabilité de les relever.

Nous n'aimons pas mettre ces questions à l'ordre du jour. Nous préférons toujours citer les mots de l'Ecclésiaste : «*Rien de nouveau sous le soleil*», sous couvert «d'optimisme». L'optimisme est d'une autre trempe. Il suppose lucidité et courage, implication et exemplarité. Foch l'avait dit en son temps : «*Le feu tue, les idées périmées aussi.*» Dans un registre résolument créatif, il faudrait dire aujourd'hui : «Si la réalité est hors de nos visions et de nos pratiques, il est urgent de forger d'autres visions et d'autres pratiques.» La feuille de route comporte quelques passages obligés :

– *Une prise en considération politique, et non plus seulement technique et logistique, de ces enjeux.* La question de la sécurité des populations de la planète, de la prévention des phénomènes accidentels, doit faire l'objet d'une prise en charge solennelle et déterminée, de la part des chefs d'Etat, gouvernements, directions d'entreprise. Il s'agit de porter ces questions de vulnérabilité majeures très haut dans l'agenda politique. On objectera sans doute que les catégories et définitions manquent encore de précision, que les séries statistiques ne sont pas encore probantes. Il faudrait répondre comme le héros de Camus dans *La Peste* : «*Ce n'est pas une*

question de vocabulaire, c'est une question de temps.» Que les dirigeants manquent ici de volonté, et l'on verra s'aggraver des failles majeures dans l'exercice de la sécurité comme l'impossibilité de faire parvenir une alerte qui aurait pu, probablement, sauver des milliers de vies.

Des principes sont à graver dans nos chartes : les questions de vulnérabilités sont devenues majeures pour la viabilité du monde ; les événements à redouter ne sont plus ceux qui nous sont familiers ; une maîtrise minimale de notre histoire exige une forte dose de créativité collective, de partenariats, en termes de réflexion, de préparation, d'organisation, de compétences. Plus déterminant encore : d'implication personnelle, à haut niveau. Le maire de New York, Rudolph Giuliani, s'impliquait lui-même dans des simulations exigeantes, et ce fut là une des clés essentielles dans les réactions de sa ville le 11 septembre 2001.

– *Des capacités de réflexion stratégique, en lien avec les centres de décision et les centres opérationnels.* Les grandes crises, plus encore aujourd'hui qu'hier, se perdront sur des déficits de réflexion et de capacités stratégiques de pilotage. C'est là l'enseignement central du rapport de la commission américaine sur le 11 Septembre, qui relève « quatre types de défaillances : une défaillance d'imagination, de politique, de moyens et de gestion » (p. 339). Ce constat vaut pour tous les domaines de la sécurité. Le questionnement, l'anticipation sont devenus critiques si l'on veut éviter d'être systématiquement « en retard d'une guerre ».

– *Des capacités opérationnelles réinventées.* Il s'agit d'opérer un passage d'une culture de réponse tactique à une culture de questionnement stratégique, conduisant à des capacités nouvelles en termes d'adaptation des schémas fondamentaux (par exemple lorsqu'il s'agit non plus seulement de soigner des victimes, mais d'abord d'aller à leur recherche), de vitesse de projection. Cela passe par des échanges sur les stratégies de prévention et d'intervention, à partir des questions qui nous sont posées ; par des retours d'expérience hardis, et largement ouverts, il faudra tirer tous les enseignements du drame du Sud-Est asiatique, et de son traitement ; par des partenariats entre acteurs publics et privés, entre pays et entre zones, entre villes et bassins de populations. Cela passe encore, comme le soulignent les grands rapports de retours d'expérience internationaux récents (pluies verglaçantes au Québec en 1998, 11 septembre 2001) par une place toute nouvelle et infiniment plus respectueuse à accorder aux populations qui sont en première ligne.

– *Des initiatives fortes.* N'attendons pas de disposer d'un modèle parfait pour agir. Au contraire, il nous faut le courage et la modestie d'engager des

actions précises, innovantes, ouvertes, qui nous permettront de progresser collectivement. Des initiatives sont à lancer aussi bien en matière de simulation, de formation, y compris des populations.

A l'heure où le monde est en proie à des ondes de peur et de mort peut-être précisément parce que la globalisation générale est perçue comme trop lourde de menaces insaisissables, il est urgent d'insuffler de nouvelles dynamiques de vie et de confiance. Nos grands pays, nos organisations internationales, au-delà des réactions d'urgence, seraient bien inspirés de lancer une initiative claire, majeure, rapide, sur ces questions de sécurité collective à l'échelle de la planète.

* Directeur de recherche à l'Ecole polytechnique, co-fondateur de l'European Crisis Management Academy.